

● La première mesure s'imposant était l'unification des revendications dans la fonction publique. 11% d'augmentation des salaires pour tous.

● L'unité d'action en progrès, si elle fut un ferment à la grève, a montré ses faiblesses par les dérobades de F.O. Les directions syndicales ont davantage été derrière les mineurs qu'à l'avant-garde. Sur le plan politique, pendant 35 jours, PCF et SFIO se contentèrent de demander la convocation du Parlement, mais n'utilisèrent pas la grève comme un tremplin à la « démocratie véritable »... C'est dire que nous sommes loin d'un front unique et d'un programme politique concret, mais que cela conduit à un alignement sur les retardataires.

● Les mineurs inorganisés et immigrés auraient dû être représentés avec les syndicats dans des comités de grève de base.

● Ces comités auraient dû élire des comités régionaux et un comité national, mettant sur le même pied le mineur de Lens et celui du Gard.

● Une solidarité active par une campagne nationale, devait avoir l'engagement des confédérations donc de la classe, en la personne de Frachon, Bothereau et Descamps au cours de meetings communs.

● Lors de la venue des mineurs de fer à Paris, ce sont plusieurs centaines de milliers de travailleurs qui devaient être aux Invalides. N'était-ce pas là l'occasion d'une grève générale de solidarité limitée, de 2 heures par exemple.

● Des mesures s'imposaient : engager les cheminots — comme le firent les dockers — à ne pas transporter de charbon.

● Il fallait tenter d'aboutir à la généralisation du mouvement dans le secteur public, ou cela aurait conduit à des succès plus grands.

CONCLUSION

Il faut maintenant se tourner vers les combats que la lutte de classe suscitera à l'avenir. Il faut lutter pour arracher des conquêtes qui porteront de grands coups à l'exploitation capitalistes.

● Il faut dans l'immédiat face à la menace qui pointe du chômage, opposer la revendication essentielle : semaine de 40 heures préluce aux 35 heures.

● Les récents mouvements dans le secteur public prouvent que les nationalisations doivent s'étendre aux monopoles, aux banques... elles doivent être l'objet d'un véritable *contrôle ouvrier*.

● Mais il faut donner les moyens aux ouvriers de réaliser ces objectifs. Au 4e plan bourgeois opposons un *plan au service des masses* !

Exigeons-le des organisations ouvrières PCF, SFIO, PSU et syndicats dans la perspective d'un gouvernement de Front Unique — sans ministres capitalistes — alternative au gaullisme.

Le chemin de Ben Bella lui-même n'est pas très différent de celui de Fidel Castro lorsqu'il insiste sur le problème de la démocratie. Depuis les décrets du 22 mars, Ben Bella est revenu plusieurs fois à la charge pour souligner la nécessité de faire usage des garanties de très large démocratie contenues dans les décrets d'autogestion et qui constituent un véritable arsenal préventif contre le bureaucratisme :

« Il faut qu'au sein de vos entreprises d'autogestion, il y ait quelqu'un de professionnellement qualifié qui puisse vous apporter ses connaissances techniques.

« Ce directeur, dont la nomination sera soumise à votre agrément, ce directeur est un travailleur comme vous qui partagea vos peines et vos joies et participera avec vous, à l'édification socialiste de notre pays.

Rendez-lui la tâche facile. Aidez-le. Protégez-le comme la prune de vos yeux. »

Le socialisme que veut construire Ben Bella n'est ni autoritaire, ni octroyé. Il n'a rien de la démagogie nassérienne. Il s'appuie directement sur l'anti-capitalisme spontané des masses, auquel il donne forme et efficacité.

Mais avec les décrets du 22 mars 1963 ce n'est pas seulement l'impérialisme français qui est tenu en échec ; ce sont aussi TOUTES les organisations de la gauche française qui voient s'effondrer leurs « analyses », qui voient leurs « perspectives » algériennes en échec.

Depuis 8 ans AUCUNE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES FRANÇAISES n'a admis la possibilité d'un début d'édification socialiste en Algérie quelques mois après l'indépendance.

AUCUNE, SAUF LA 4^e INTERNATIONALE. Pour les unes il manquait les bases matérielles d'une telle édification.

Mais c'est justement cette absence de bases qui a poussé les travailleurs algériens à les jeter, ces bases, et très vite !

D'après les autres, il manquait un grand parti ouvrier marxiste.

Toutes voyaient les lacunes de la Révolution algérienne. Aucune n'en voyait les points forts :

- une paysannerie révolutionnaire qui avait mené 7 ans de guerre et qui n'avait toujours pas de terres ;
- l'absence d'une véritable bourgeoisie tant soit peu capable d'imposer le jeu néo-colonialiste en Algérie ;
- la présence à la direction de la lutte d'éléments révolutionnaires décidés, « dont le programme de Tripoli » fut la première expression publique.

Ignorant pendant 7 années la vitalité et les possibilités futures de la Révolution algérienne, niant le processus de révolution permanente qui, après s'être réalisé en Chine, au Vietnam et à Cuba s'empare de l'ensemble du monde colonial, la gauche française toute entière N'A PAS CRU A LA TRANSCROISSANCE SOCIALISTE de l'Algérie au terme de l'indépendance. Et c'est pourquoi sur le plan plus concret de ses devoirs les plus élémentaires, la gauche française s'est désintéressée, tenu à l'écart de la lutte immédiate, clandestine du F.L.N. en France et aucune organisation ouvrière (cas individuels mis à part) n'a prodigué sa solidarité active et permanente, matérielle et politique aux Algériens en lutte.

AUCUNE, SAUF LA 4^e INTERNATIONALE.

Camarades, aujourd'hui, alors que l'Algérie fait, dans des conditions encore difficiles, SON PREMIER PAS DECISIF sur le chemin du socialisme, la solidarité de la classe ouvrière française reste nécessaire ; d'abord solidarité politique, car des dangers guettent encore la Révolution algérienne (manœuvres et chantages de toutes sortes de la bourgeoisie française, pressions de toutes sortes en Algérie même) ; enfin solidarité matérielle, car les prochains mois sont décisifs pour l'Algérie et il importe que les masses très pauvres disposent d'un minimum avant même de voir les premiers fruits de leur travail.

Camarades de la C.G.T., du Parti Communiste, du P.S.U., de la C.F.T.C. de F.O., de l'U.N.E.F. et de la F.E.N. la solidarité avec l'Algérie devient votre affaire !

Il est grand temps que vous posiez dans vos réunions syndicales et de parti le problème du soutien permanent et organisé à la Révolution algérienne avant garde de la révolution socialiste arabe et africaine. Il faut que l'U.R.S.S. et tous les Etats ouvriers décuplent leur aide matérielle à l'Algérie.

Il faut que le mouvement ouvrier français sorte de son attentisme face à l'Algérie nouvelle !

Vive l'Algérie socialiste !

Lisez l'Internationale

Vous y trouverez :

- les positions du trotskysme,
- des documents sur l'Algérie, sur Cuba ;
- des nouvelles de l'Angola, du Pérou ;
- les textes ignorés des P.C. Chinois, Italien, etc.

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE LES POSITIONS DU P.C.I. :

- Chaque mois un Cercle Karl Marx est organisé à Paris
Sujets déjà traités en 63 :
- l'Algérie ;
 - la crise sino-soviétique ;
 - l'ouverture à gauche en Italie ;
 - l'Algérie à l'heure de Cuba.